



ASSEMBLÉE NATIONALE

17ème législature

Désindustrialisation : danger pour la souveraineté et pour la ruralité

Question orale n° 220

Texte de la question

Mme Karen Erodi appelle l'attention de M. le ministre auprès du ministre de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique, chargé de l'industrie et de l'énergie, sur la situation alarmante de l'emploi industriel dans le Tarn, qui illustre une crise plus large sur l'ensemble du pays. Alors que le Gouvernement se targue de pléthore d'emplois créés, depuis septembre 2023, la France a enregistré plus de 300 plans de sauvegarde de l'emploi (PSE), mettant en péril près de 300 000 emplois. Parallèlement, 65 000 entreprises ont été déclarées défaillantes en 2024, dont 5 000 PME, affectant gravement les secteurs industriels. Dans ce contexte, des territoires comme le Tarn subissent de plein fouet cette désindustrialisation. La suppression de 39 postes sur 91 chez Thales Simulation et Training à Terssac, soit près de 40 % des effectifs, interroge sur la stratégie industrielle globale de l'État, principal actionnaire du groupe. Face à la concurrence internationale, la réduction des activités du site laisse présager une fermeture totale à court ou moyen terme. À FCT Saint-Juéry, spécialisée dans la production de vannes pour les infrastructures gazières, 75 salariés se retrouvent sans emploi après la liquidation judiciaire de l'entreprise en 2023, faute de plan de requalification. Un repreneur en a finalement embauché une partie, mais 10 à 15 salariés restent sans solution. À SAFRA SA, pionnier français du bus à hydrogène, l'entreprise fait face à un redressement judiciaire depuis février 2025, mettant en péril 171 emplois. La partie « réparation » des transports publics, rentable, a été emportée avec les dettes de la partie « rétrofitage » qui, faute d'investissements sur des lignes de production et de commandes publiques - malgré les promesses de la Présidente de région - ont fini par faire plonger la société. Ces trois exemples concrets illustrent un désengagement préoccupant de l'État dans le soutien aux industries qui sont à la fois localement implantées et éminemment stratégiques. Mme la députée lui demande quelles actions sont prévues pour préserver l'activité stratégique de Thales Simulation et Training, de SAFRA SA et de FCT, en cohérence avec les engagements nationaux en faveur de la souveraineté industrielle. Elle souligne la nécessité d'une planification renforcée et d'une politique de carnet de commande cohérente. Enfin, elle insiste sur l'importance d'une impulsion donnée aux collectivités locales afin d'encourager les commandes publiques, levier essentiel pour soutenir l'activité industrielle par une vraie politique de planification par le carnet de commande. Elle exhorte les pouvoirs publics d'accompagner des politiques d'ensemble cohérentes : dans le cas de la Safra, c'est une diversification de l'activité de l'entreprise qui, faute de marchés publics et de financements sur des chaînes de production de bus à hydrogène à la hauteur du défi, ont mis en danger l'entreprise. Les collectivités - comme, en l'espèce, la région Occitanie - doivent être un moteur et honorer leurs promesses d'investissements, avec le concours *sine qua non* d'un soutien massif de l'État sur ces filières d'avenir. Par ailleurs, Mme la députée dénonce l'incohérence entre, d'une part la perte de dynamisme des territoires ruraux par l'effondrement de l'emploi industriel et d'autre part, les bénéfiques records des grandes entreprises du CAC40. En 2024, ces dernières ont versé près de 100 milliards d'euros de dividendes, tandis que Michelin annonçait un plan social massif supprimant 1 254 emplois, tout en prévoyant 1,4 milliard d'euros pour ses actionnaires. Alors que des entreprises sont liquidées et que des brevets sont cédés à des groupes étrangers, les salariés, privés de perspectives de reconversion, sont abandonnés dans des bassins d'emplois sinistrés. Elle souhaiterait savoir comment il entend résoudre cette contradiction flagrante entre la prospérité insolente des grandes entreprises et la précarité croissante des travailleurs des industries, particulièrement dans des territoires ruraux où l'emploi industriel est la clé de voûte d'une économie locale, circulaire et populaire. Elle lui demande donc quelles mesures concrètes seront prises

pour stopper l'effondrement de l'emploi industriel et du savoir-faire dans le Tarn comme dans le reste du pays.

Données clés

Auteur : [Mme Karen Erodí](#)

Circonscription : Tarn (2^e circonscription) - La France insoumise - Nouveau Front Populaire

Type de question : Question orale

Numéro de la question : 220

Rubrique : Industrie

Ministère interrogé : Industrie et énergie

Ministère attributaire : Industrie et énergie

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [4 mars 2025](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [4 mars 2025](#)